
Mise en compatibilité de PLU

Château l'Abbaye

*Installation de transit et de stockage
de sédiments non dangereux issus des
dragages*

URBANISME • PAYSAGE • ENVIRONNEMENT

CS 60 200 Flers-en-Escrebieux
59503 DOUAI Cedex
Tél. 03 62 07 80 00 - Fax. 03 62 07 80 01

Sommaire

I.	Introduction.....	3
II.	Cadre législatif.....	4
III.	Modifications apportés au Plan Local d'Urbanisme	7
1.	Evolution du règlement.....	8
2.	Evolution du zonage	9

I. Introduction

Dans un souci de valorisation des sédiments et dans le cadre de sa stratégie de gestion territoriale (Alluvio), Voies Navigables de France souhaite créer une installation de stockage et de transit de sédiments non dangereux.

Par ailleurs, le projet s'inscrit dans un contexte global de gestion à terre des sédiments issus des opérations de dragages d'entretien de Voies Navigables de France sur son réseau fluvial, en particulier les sédiments du canal du Nord, du canal de la Sensée, de l'Escaut à grand gabarit, du canal de l'Escaut à petit gabarit et du canal de Saint-Quentin.

Voies Navigables de France disposent de terrains de dépôt destinés à accueillir les sédiments issus des dragages réalisés sur le domaine public fluvial Nord-Pas-de-Calais. Cependant, dans le secteur de l'Escaut canalisé grand gabarit, les terrains de dépôt pouvant recevoir des matériaux de curage doivent être réaménagés. De plus, dans un souci de valorisation des sédiments, Voies Navigables de France souhaite que l'aménagement de ces terrains de dépôt incorpore, en plus d'une installation de stockage de sédiments non dangereux, une installation de transit de sédiments non dangereux.

Sur la base d'une analyse multicritères, Voies Navigables de France a choisi des parcelles du Domaine Public Fluvial (DPF) sur les communes de Mortagne-du-Nord et de Château l'Abbaye pour y accueillir une installation de transit et de stockage de sédiments non dangereux.

Le fonctionnement du site est le suivant :

- La première phase consiste au dépotage dans le casier de transit des sédiments arrivés par voie d'eau à l'aide, par exemple, d'une pelle mécanique avec camions de transport ou par refoulement hydraulique sans ajout d'eau.
- La seconde phase correspond à l'assèchement des sédiments pendant une durée limitée. Afin d'accélérer cette phase, les sédiments seront retournés régulièrement.
- La dernière phase consiste à évacuer les sédiments, rotation tous les 6 mois (2 cycles de séchage par an) et les valoriser en les utilisant dans des projets d'aménagement.

Si des sédiments ne peuvent être réutilisés dans l'immédiat dans des projets d'aménagements, ils pourront être stockés dans le casier de stockage afin de les valoriser ultérieurement dans un objectif de répondre à des besoins spécifiques (par exemple : massification de volumes avant valorisation).

II. Cadre législatif

Selon l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme, lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement présente un caractère d'intérêt général et nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme (PLU) celui-ci peut faire l'objet d'une **déclaration de projet d'intérêt général**.

La **déclaration de projet d'intérêt général** permet de mettre en compatibilité le document d'urbanisme avec le projet et non l'inverse. Cependant, cela nécessite de démontrer le caractère d'intérêt général du projet.

La procédure de mise en compatibilité du PLU à travers une déclaration de projet était initialement conduit par le code de l'Urbanisme. Cette possibilité a été étendue en 2002 à la déclaration de projet prise en application du code de l'environnement. La déclaration de projet du code de l'environnement constitue une obligation renforcée de motivation pesant sur les maîtres d'ouvrage public, avant toute autorisation de travaux publics soumis à enquête publique. Elle répond ainsi à un souci de démocratie et de transparence : les décideurs publics prennent leurs responsabilités publiquement et formellement, par des décisions clairement identifiées, sur les projets dont ils sont les auteurs.

Selon l'article **L.126-1 du code de l'environnement** : *Lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique en application du chapitre III « Enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement », l'autorité de l'Etat ou l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.*

C'est-à-dire que la déclaration de projet prise sur le fondement du code de l'environnement permet in fine au responsable d'un projet, susceptible d'affecter l'environnement de manière notable, d'en affirmer solennellement l'intérêt général.

Dans ce cas, l'article **L.126-1** poursuit : *La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés*

en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre, elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement.

Il est nécessaire d'établir un bilan coût/avantage pour justifier l'intérêt général du projet. La jurisprudence soumet logiquement ce bilan au même contrôle de proportionnalité qu'en matière de déclaration d'utilité publique (CE, 23 oct. 2013, DROIT ADMINISTRATIF - REVUE MENSUELLE LEXISNEXIS JURISCLASSEUR - JUILLET 2015 34 Fiche pratique n° 350077, Cne Crolles. – CAA Bordeaux, 10 juin 2010, n° 09BX00943 : JurisData n° 2010-009019).

- **Procédure**

La déclaration de projet du code de l'environnement, concernant un projet de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics est prise par la personne publique maître d'ouvrage. Selon **l'article R.153-16 du code de l'Urbanisme**, la procédure de mise en compatibilité est menée par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou du groupement de collectivités responsable du projet ou, lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités, par le président de l'organe délibérant de cette collectivité ou de ce groupement, ou lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant de l'Etat, par le président du conseil d'administration.

Cette **déclaration est publiée au Recueil des actes administratifs** de l'Etat dans le département intéressé. Elle doit également être affichée dans chacune des communes concernées par le projet. Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le projet peut consulter le document comportant le texte de la déclaration de projet.

Une fois le dossier monté, une **réunion d'examen conjoint** doit avoir lieu. L'objectif est de présenter le dossier aux personnes publiques associées et présenter les dispositions proposées pour assurer la mise en comptabilité du PLU avec la déclaration de projet. A l'issue de cette réunion, un procès-verbal devra être établi.

Une **enquête publique** sera alors réalisée. Elle devra être organisée par le préfet (selon les dispositions du code de l'Environnement. **L'enquête publique portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la modification nécessaire des documents d'urbanisme.**

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis par l'autorité chargée de la procédure à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal, qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête pour approuver la mise en compatibilité du plan.

En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, le préfet approuve la mise en compatibilité du plan et notifie sa décision au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au maire dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Le préfet notifie à la personne publique qui réalise l'opération la délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune ou la décision qu'il a prise.

- **Composition du dossier de déclaration de projet**

Le dossier comporte **les motifs et considérations justifiant l'intérêt général du projet** (objet de la présente notice), **le dossier de mise en compatibilité ainsi que les pièces du document d'urbanisme modifié.**

Le dossier inclut également une évaluation environnementale dans le cas où le projet est susceptible d'affecter l'environnement. En l'espèce, l'évaluation environnementale est obligatoire car des sites Natura 2000 sont recensés sur les territoires des deux communes. L'autorité environnementale devra alors être saisie pour avis.

En l'espèce, une évaluation environnementale commune avec celle de l'étude d'impact a été réalisée, dès lors l'étude d'impact du projet contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article R.122-20 du code de l'environnement (se référer à l'article R.122-27 du code de l'Environnement).

III. Modifications apportés au Plan Local d'Urbanisme

Le projet, qui vise la réalisation d'installations de stockage et de transit de sédiments non dangereux, se situe sur deux communes : Mortagne-du-Nord et Château l'Abbaye. Actuellement, les Plans Locaux d'Urbanisme des deux communes ne permettent pas la création de ce projet.

Sur le plan de zonage de **Château l'Abbaye**, l'emprise choisie pour recevoir ces installations se situe en zone « N ». Cette zone N est définie dans le règlement comme « *une zone naturelle protégée, destinée à la prise en compte du milieu naturel et à sa mise en valeur* ». Dans cette optique, le règlement, dans son article 2, ne permettait de réaliser autre chose que :

- « *Les équipements publics d'infrastructure à condition que leur implantation ne compromette pas les principaux caractères de la zone, et notamment son caractère naturel.*
- *Les exhaussements et affouillement de sol s'ils sont liés à la réalisation d'un aménagement paysager et /ou écologique ou à la réalisation d'ouvrage de lutte contre les inondations dans le respect des normes en vigueur. Dans les espaces à enjeux identifiés au niveau du SAGE (zone humide, cf, rapport de présentation). Une étude adaptée devra démontrer le respect des objectifs du SAGE ainsi que celui de la fonctionnalité des zones humides.*
- *Les travaux de restauration écologique (création de mares ...)* »

L'objectif serait donc de créer un nouveau secteur « Nc », afin d'y autoriser uniquement « *les dépôts, les affouillements et les exhaussements des sols relatifs aux zones de stockage et de transit des sédiments* ainsi que les installations liées à l'activité ».

Le règlement et le plan de zonage de la commune de Château l'Abbaye seront donc à modifier.

1. Evolution du règlement

Extrait du règlement de Château l'Abbaye

Article N2 avant modification	Article N2 après modification
<p>Sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les équipements publics d'infrastructure à condition que leur implantation ne compromette pas les principaux caractères de la zone, et notamment son caractère naturel.• Les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés seulement s'ils sont liés à la réalisation d'un aménagement paysager et/ou écologie ou à la réalisation d'ouvrage de lutte contre les inondations dans le respect des normes en vigueur. Dans les espaces à enjeux identifiés au niveau du SAGE (zone humide, cf. rapport de présentation) une étude adaptée devra démontrer le respect des objectifs du SAGE ainsi que celui de la fonctionnalité des zones humides.• Les travaux de restauration écologique (création de mares...). <p>Les bâtiments d'habitation existant dans la zone naturelle peuvent faire l'objet d'une extension dès lors qu'elle ne compromet pas la qualité paysagère du site. Cette extension est limitée à 30m².</p> <p><u>Dans le secteur Np :</u> Les exhaussements et affouillements liés à la gestion de la zone.</p> <p><u>Dans le secteur Nj :</u> Seules sont autorisées les constructions annexes de type bri de jardin d'une surface inférieure ou égale à 9m².</p> <p><u>Dans le secteur Nei :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Les locaux techniques ou sanitaires (vestiaires...) et les infrastructures (tribunes...) indispensables au fonctionnement des équipements sportifs ou de loisirs. Dans ce cas, le niveau du plancher bas du rez-de-chaussée se situera à 0,70 mètre minimum en secteur d'aléa faible et à 1,20 mètre minimum en secteur d'aléa moyen, au-dessus du point le plus haut du terrain naturel projeté sous l'assise de la construction.• Ces constructions et installations ne devront pas être occupés en permanence et ne pas aggraver les conditions d'écoulements (structures métalliques transparentes à l'écoulement par exemple...).	<p>Sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les équipements publics d'infrastructure à condition que leur implantation ne compromette pas les principaux caractères de la zone, et notamment son caractère naturel.• Les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés seulement s'ils sont liés à la réalisation d'un aménagement paysager et/ou écologie ou à la réalisation d'ouvrage de lutte contre les inondations dans le respect des normes en vigueur. Dans les espaces à enjeux identifiés au niveau du SAGE (zone humide, cf. rapport de présentation) une étude adaptée devra démontrer le respect des objectifs du SAGE ainsi que celui de la fonctionnalité des zones humides.• Les travaux de restauration écologique (création de mares...). <p>Les bâtiments d'habitation existant dans la zone naturelle peuvent faire l'objet d'une extension dès lors qu'elle ne compromet pas la qualité paysagère du site. Cette extension est limitée à 30m².</p> <p><u>Dans le secteur Np :</u> Les exhaussements et affouillements liés à la gestion de la zone.</p> <p><u>Dans le secteur Nj :</u> Seules sont autorisées les constructions annexes de type bri de jardin d'une surface inférieure ou égale à 9m².</p> <p><u>Dans le secteur Nei :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Les locaux techniques ou sanitaires (vestiaires...) et les infrastructures (tribunes...) indispensables au fonctionnement des équipements sportifs ou de loisirs. Dans ce cas, le niveau du plancher bas du rez-de-chaussée se situera à 0,70 mètre minimum en secteur d'aléa faible et à 1,20 mètre minimum en secteur d'aléa moyen, au-dessus du point le plus haut du terrain naturel projeté sous l'assise de la construction.• Ces constructions et installations ne devront pas être occupés en permanence et ne pas aggraver les conditions d'écoulements (structures métalliques transparentes à l'écoulement par exemple...). <p><u>Dans le secteur Nc :</u> Seuls sont autorisés les dépôts, les affouillements, les exhaussements des sols relatifs aux zones de stockage et de transit des sédiments ainsi que les installations liées à l'activité.</p>

Le zonage du Plan Local d'Urbanisme de Château l'Abbaye doit être modifié. La modification du Plan consiste à ajouter un secteur Nc qui permettra uniquement d'autoriser les dépôts, les affouillements, les exhaussements des sols relatifs aux zones de stockage et de transit des sédiments ainsi que les installations liées à l'activité. Notons que le secteur Nc mesure environ 5,65 Ha.

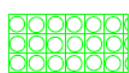
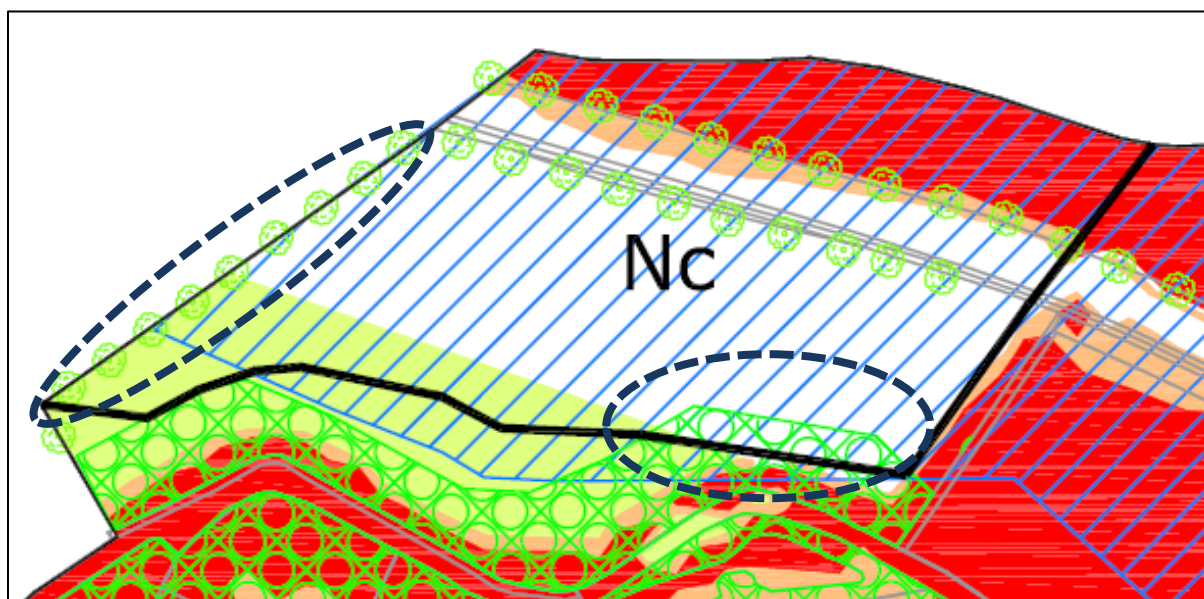
D39).
s terrains et

e remontée
on).

modéré)
la

The diagram is a 3D perspective view of a geological cross-section. It shows several distinct geological units. A large unit in the upper center is labeled 'Nc' and is colored light blue with diagonal hatching. Below this, there is a unit labeled 'N' which is colored green with a circular pattern. To the right of the 'Nc' unit, there is a large red area with diagonal hatching. In the foreground, there is a white area representing a road or a built-up area, with a dashed black line indicating a boundary or a road layout. The diagram also shows a fault line separating the 'Nc' unit from the red unit. The overall structure suggests a complex geological setting with various rock types and structural features.

L'extrait du plan de zonage après modification identifie donc un secteur Nc. Nous pouvons observer la présence d'une zone boisée et d'une haie dans ce nouveau secteur sur le plan de zonage.



Espace boisé classé au titre de l'article L.130-1 du code de l'Urbanisme.



Haie ou arbre isolé à préserver (article L.123-1-5 III 2° du code de l'Urbanisme).

Cependant, aucun de ces deux éléments (identifiés par les pointillés bleus) n'ont été présents à un moment donné dans cette zone. Il est important de préciser qu'il ne s'agit pas non plus d'un espace boisé à créer ou d'une haie à créer.

Une comparaison de vue aérienne datant de 2009 (c'est-à-dire avant l'approbation du PLU de Château l'Abbaye) et de 2017 permet de le prouver. De même, une superposition entre le zonage avant modification et la vue aérienne 2017 a également été réalisée.

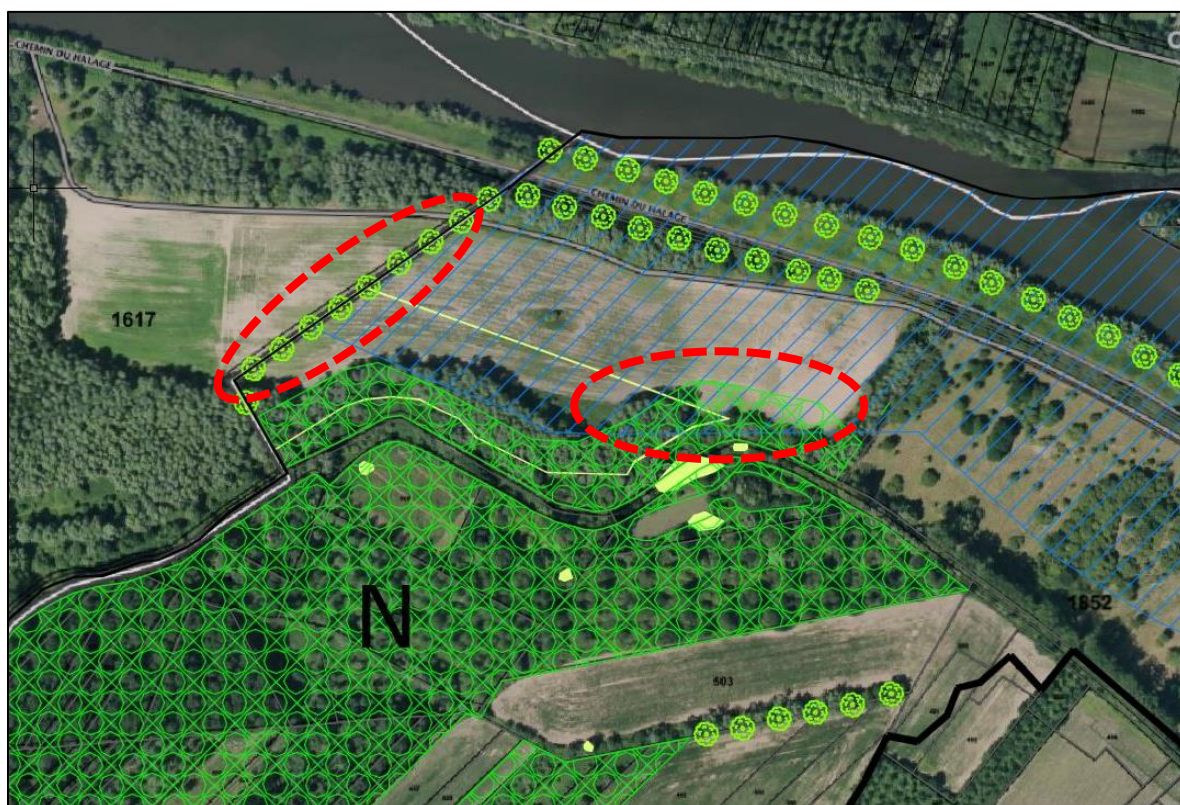
Vue aérienne de 2009



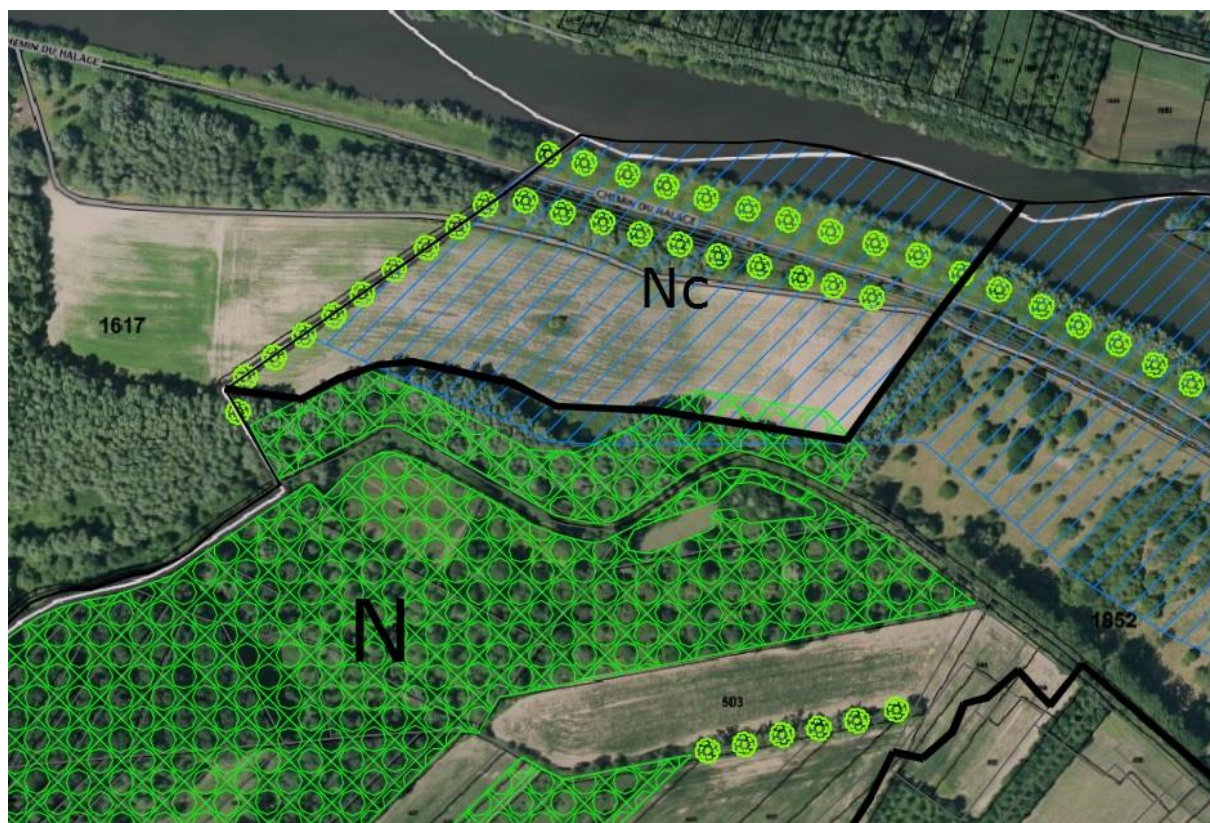
Vue aérienne de 2017



Superposition du zonage avant modification et de la vue aérienne 2017



Superposition du zonage après modification et vue aérienne 2017



Le projet n'a pas vocation à supprimer des espaces boisés ou haie présents dans le plan de zonage initial mais de souligner une erreur matérielle qui devra être rectifiée notamment dans le PLUi.

Tableau récapitulatif des zones

	PLU avant DP			PLU après DP			
Zones urbaines	U	52.64 ha	52.64 ha	U	52.64 ha	52.64 ha	inchangé
Zone d'urbanisation future	1AU	1.24 ha	2.89 ha	1AU	1.24 ha	2.89 ha	inchangé
	1AUh	1.65 ha		1AUh	1.65 ha		
Zones agricoles	A	204.16 ha	204.16 ha	A	198.51 ha	198.51 ha	-5.65 ha
Zones naturelles	N	172 ha	181.31 ha	N	172 ha	186.96	inchangé
	Ni	4.53ha		Ni	4.53ha		inchangé
	Np	3.44 ha		Np	3.44 ha		inchangé
	Nei	1.34 ha		Nei	1.34 ha		inchangé
				Nc	5.65 ha		+5.65 ha
TOTAL	441 ha			441 ha			